



ADF



Association d'Aide aux Frontaliers

Communiqué de presse

Habsheim le 13 novembre 2024

L'ADF dénonce les discriminations envers les frontaliers et appelle les Députés du Haut-Rhin à soutenir cette cause

L'Association d'Aide aux Frontaliers (ADF) a adressé ce jour un courrier à l'ensemble des Députés du Haut-Rhin pour leur demander de prendre position et de soutenir la défense des travailleurs frontaliers face aux récentes attaques et décisions qui les ciblent injustement.

L'ADF exprime sa profonde préoccupation face à la campagne menée par l'UNEDIC, qui associe les travailleurs frontaliers au déficit des caisses de chômage, une prise de position que l'association considère comme stigmatisante et déconnectée de la réalité du travail frontalier. En effet, les frontaliers de la région travaillent bien au-delà des 35 heures réglementaires en France et contribuent largement à l'économie locale. Ils sont une richesse pour nos territoires, et les traiter comme des responsables d'un déficit structurel est non seulement injuste, mais profondément choquant.

Par ailleurs, l'ADF dénonce la décision du Conseil d'État du 25 octobre 2024, qui revient sur le plafonnement de la Contribution Sociale Généralisée (CSG) pour les poly pensionnés, le conseil d'Etat vient de rendre une décision qui remet en cause le plafonnement de la CSG des poly pensionnés il a estimé que la cour administrative d'appel de Lyon a commis une erreur de droit. Le ministre de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique est, dès lors, fondé à demander l'annulation de l'arrêt qu'il attaque. Cette décision constituerait un prélèvement supplémentaire qui pénalise une fois de plus ceux qui, tout en travaillant à l'étranger, continuent à contribuer et à soutenir les services publics français.

L'ADF déplore également le manque de représentation des associations frontalières dans les discussions en cours avec l'UNEDIC. Alors que ces négociations impacteront directement les droits et la sécurité des travailleurs frontaliers, il est incompréhensible qu'aucun représentant de nos associations ne soit invité à la table des discussions. **L'ADF demande donc aux Députés du Haut-Rhin de s'exprimer publiquement** et de défendre les frontaliers en s'engageant pour une représentation équitable dans ces négociations.

En tant qu'acteurs essentiels de la prospérité de nos régions frontalières, les frontaliers méritent d'être soutenus et protégés, et non systématiquement ciblés comme des "vaches à lait". L'ADF appelle ainsi à une prise de conscience collective et espère que les élus du Haut-Rhin sauront s'unir pour défendre les intérêts de ces travailleurs essentiels à notre économie et à notre société.

"Le courrier adressé aux députés du Haut-Rhin est disponible sur demande."

Association ADF des Frontaliers

Haut-Rhin le 10 novembre 2024

L'ADF dénonce les discriminations envers les frontaliers et appelle les Députés du Haut-Rhin à soutenir cette cause

L'Association d'Aide aux Frontaliers (ADF) a édité ce jour un courrier à l'attention des Députés du Haut-Rhin pour leur demander de soutenir la défense des travailleurs frontaliers face aux discriminations et de soutenir les élus de leur région.

L'ADF exprime sa profonde préoccupation face à la campagne menée par l'UNEDIC, qui vise à dévaloriser le statut de frontalier en le comparant à celui des salariés français. Cette campagne est dénoncée par la région, les syndicats et les élus de la région. En effet, les frontaliers de la région travaillent plus de 38 heures hebdomadaires et financent ainsi largement l'économie française. Ils sont une pierre angulaire de notre économie et leur statut doit être respecté et soutenu.

Par ailleurs, l'ADF dénonce la décision du Conseil d'Etat du 29 octobre 2024, qui revient sur le statut de frontalier. Cette décision est contraire à l'esprit de la loi de 1963 et va à l'encontre de l'intérêt de la région. L'ADF appelle les élus de la région à soutenir le statut de frontalier et à demander l'annulation de cette décision. Cette décision constituerait un précédent dangereux qui pourrait être utilisé par d'autres pays pour cibler les travailleurs étrangers travaillant en France et exercer des services publics.

L'ADF dénonce également le manque de représentation des associations frontalières dans les discussions en cours avec l'UNEDIC. Nous appelons les élus de la région à soutenir les associations de travailleurs frontaliers et à leur offrir une représentation adéquate. Il est indispensable de leur offrir une représentation adéquate dans les discussions en cours avec l'UNEDIC. L'ADF demande donc aux députés du Haut-Rhin de soutenir publiquement et de défendre les frontaliers en s'engageant pour une représentation équitable dans ces négociations.

Contact Presse : Jean-Marc KOENIG

associationadf68@gmail.com